

ANNEXE AU  
JOURNAL OFFICIEL  
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
LOIS ET DÉCRETS

DIRECTION DE L'INFORMATION  
LÉGALE ET ADMINISTRATIVE  
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15  
[www.journal-officiel.gouv.fr](http://www.journal-officiel.gouv.fr)



Standard .....01.40.58.75.00  
Annonces .....01.40.58.77.56  
Accueil commercial ....01.40.15.70.10  
Abonnements .....01.40.15.67.77  
(8 h 30 à 12 h 30)

## Associations

### Associations syndicales de propriétaires

## Fondations d'entreprise

### Fonds de dotation

## Annonce n° 2123 - page 5509

### 75 - Département de Paris

## FONDATIONS D'ENTREPRISES

### Modifications

#### FONDATION D'ENTREPRISE SANOFI ESPOIR.

*Objet* : soutien d'actions d'intérêt général dans le domaine de la santé sur le plan national et international, notamment pour contribuer à réduire les inégalités en santé parmi les populations et les patients qui en ont le plus besoin dans le monde ; son action concerne la réponse aux urgences humanitaires, ainsi que les programmes d'aide au développement sur le plus long terme ; pour mener à bien ses actions, la fondation s'appuie sur des partenaires impliqués auprès des communautés ; la fondation a aussi pour mission d'encourager l'implication des collaborateurs de Sanofi

*Ancien objet* : le soutien d'actions d'intérêt général dans le domaine de la santé sur le plan international, notamment pour contribuer à réduire les inégalités en santé parmi les populations et les patients qui en ont le plus besoin dans le monde ; son action concerne la réponse aux urgences humanitaires, ainsi que les programmes d'aide au développement sur le long terme ; pour mener à bien ses actions, la fondation s'appuie sur des partenaires impliqués auprès des communautés ; la fondation a aussi pour mission d'encourager l'implication des collaborateurs de Sanofi-Aventis.

*Siège social* : 262, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

*Autorisation administrative* :

*Date de création* : 4 août 2010, autorisation délivrée par le préfet de Paris.

*Date de la modification des statuts* : 16 octobre 2015, autorisation délivrée par le préfet de Paris.